

L'OISEAU-MOUCHE

Journal littéraire et historique publié tous les quinze jours (les vacances exceptées.)

Prix de l'abonnement : 50 cents par année, pour le Canada et les États-Unis. On accepte en paiement les timbres-poste de ces deux pays.

AUX AGENTS : Conditions spéciales très avantageuses.

Pour l'UNION POSTALE, le prix de l'abonnement est de 3 fr. 50 cent.

Pour tout ce qui a rapport à l'administration et à la rédaction, s'adresser à

HUBERT BRASSARD

Gérant de l'OISEAU-MOUCHE,

Séminaire de Chicoutimi,

Chicoutimi, P. Q.

Imprimé aux ateliers typographiques de M. J.-D. GUAY, à Chicoutimi.

Chicoutimi, 18 décembre 1897

UN MINISTRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Un correspondant demande à l'*Oiseau-Mouche* de dire ce qu'il pense de ce ministre de l'Instruction publique dont l'on va doter la province de Québec.

Bien que notre petit journal n'ait pas à se mêler des choses de la politique, il y a là une question de principe sur laquelle il ne redoute pas de dire ce qu'il pense, certain qu'il est de penser, en cette affaire, comme les gens qui pensent bien et qui voient clair.

Ce ministre nous paraît au moins *inutile*. Nous avons beau réfléchir, nous ne pouvons réussir à trouver comment un ministre de l'Instruction publique pourra faire plus qu'un surintendant pour promouvoir l'éducation en ce pays.

Cette création est en outre *dan- gereuse*, puisqu'elle signifie que désormais l'Instruction publique sera à la merci de la politique.

Il y a de braves gens à qui il faudra encore une dizaine d'années pour comprendre : 1o, que cette innovation est le premier résultat sérieux de la malheureuse campagne que, sans sujet, l'on a poursuivie contre nos écoles catholiques de la Province ; 2o, que cette campagne elle-même a eu pour promoteurs principaux ces libres penseurs qui de notre chère France—hélas!—sont venus sur nos bords battre en brèche nos institutions religieuses.

Continuez de dormir, braves gens ! Il y aura du temps, plus tard, pour vos inutiles regrets.

ORNIS.

Réponse à la "Semaine commerciale"

La *Semaine commerciale* du 3 décembre a bien voulu s'occuper de nous. Voici ce qu'elle dit :

L'*Oiseau-Mouche*, un petit journal publié au séminaire de Chicoutimi, constate que l'an dernier le revenu de cette institution a été de \$4,000 et les dépenses \$10,000, donnant un déficit de \$6,000. Il ajoute avoir raison de croire que ce bilan est à peu près celui de tous les collèges de la Province.

Cet aveu nous confirme dans notre opinion que l'éducation classique a cessé d'être une nécessité publique. Nous nous permettrons de répéter aux directeurs des collèges classiques que leur tarif est trop bas. Prétendre donner un enseignement vraiment supérieur pour \$100 par année, pension comprise, n'est pas plus sage que l'acte du marchand qui offre sa marchandise à 50% au-dessous du prix coûtant.

Les uns s'écrient que nous exploitons nos élèves en réalisant de gros profits sur la pension ; les autres trouvent que notre tarif est ridicule. Allez donc contenter ces messieurs.

Nous dirons, du moins, librement notre pensée, sans nous soucier de plaire ni aux uns ni aux autres.

D'abord, nous n'avons pas dit que le revenu *total* du Séminaire de Chicoutimi n'a été, l'année dernière, que de \$4,000 mais que ce montant était le produit *du prix de la pension des internes et de la contribution des externes*. Il est évident que nous avons d'autres revenus qui nous permettent de combler le déficit. Sans cela nous serions obligés de fermer nos portes. Si, avec ces ressources qui nous sont assurées presque totalement par la charité du clergé, il nous plaît de donner à peu près gratuitement l'éducation classique aux enfants du peuple que Dieu appelle au sacerdoce ou dans les carrières libérales, qu'est-ce donc qu'on a à y voir ?

En outre, que veut dire la *Semaine* par ces paroles : "cet aveu nous confirme dans l'opinion que l'éducation classique a cessé d'être une nécessité publique" ?

Evidemment, elle ne peut entendre par là que de notre temps les études classiques n'ont plus du tout leur raison d'être, ce serait trop absurde. A qui fera-t-on accroître, en effet, que la science du *Doit* et de l'*Avoir*, que l'art d'ad- ditionner et de soustraire, que l'habileté à manier le télégraphe, le dactylographe et tous les autres *graphes* du monde, suffisent pour faire des lois et gouverner un pays, par exemple ? Nous sommes de l'avis de Platon qui prétendait que la société se porterait mieux si ceux qui la gouvernent avaient un peu plus de philosophie dans la tête.

Or, la philosophie est une science dont les secrets restent généralement impénétrables à ceux dont les facultés intellectuelles n'ont pas été tout d'abord patiemment et méthodiquement développées au moyen de fortes études classiques.

Notre confrère ne veut-il pas plutôt insinuer qu : le nombre des élèves diminue dans les collèges ? Il augmente d'année en année, au contraire.

Enfin, ces paroles signifient-elles que l'éducation classique n'est pas nécessaire à tous ? Mais qui le conteste ?

Il y a dans cet entrefilet de la *Semaine commerciale* une parole qui révèle un état d'âme intéressant, c'est celle-ci : "Prétendre donner un enseignement supérieur pour \$100 par année, pension comprise, n'est pas plus sage que l'acte, du marchand qui offre sa marchandise à 50% au-dessous du prix coûtant."

D'abord, la science n'est point une marchandise qu'on puisse vendre au-dessus ou au-dessous du prix coûtant. Ceux-là seuls qui la possèdent savent ce qu'elle vaut, et ils ne la donnent point pour de l'argent.

Et puis, la condition financière de nos collèges n'est point un cas isolé dans le monde. En France, par exemple, sur environ 500 collèges libres ou petits séminaires, près de la moitié, suivant l'*Enseignement chrétien*, "vivent seulement au jour le jour, grâce à de gros sacrifices consentis par les diocèses, les congrégations, ou de riches et généreux particuliers." Et n'allez pas vous imaginer que les lycées, qui ont pourtant "la précieuse ressource de puiser dans les caisses profondes de l'Etat," équilibrent davantage leur budget. M. Dejan, parlant à la Chambre des députés "est obligé de reconnaître, dit le *Pèlerin* du 21 nov. 1897, qu'il n'y a pas, à l'heure actuelle, un seul lycée qui fasse ses frais."

Décidément il faudra convenir que l'éducation classique n'est nulle part une *industrie* payante.

Puisque la *Semaine commerciale* a jugé à propos de nous donner une leçon de sagesse, nous nous permettrons, à notre tour, de lui faire observer qu'il y a deux sagesse bien différentes l'une de l'autre : la sagesse de Dieu et la sagesse des hommes. La première est souvent appelée une folie par ceux qui ont la désolante inclination, hélas ! à ne voir en